

Orange le 16 septembre 2021

L'État confisque 329 000€ aux communes de la CCPRO

*« La Cigale, ayant chanté
Tout l'été,
Se trouva fort dépourvue
Quand la bise fut venue. »*

Heureusement pour elle, l'État français veillait au grain ! Chose assez compréhensible d'ailleurs puisque, à l'instar de notre insouciant cigale, ce dernier n'est pas en reste quand il s'agit de gaspiller l'argent des honnêtes contribuables et de leur en soutirer toujours plus.

Il en est de même des collectivités ! Alors que, depuis 2013, notre bonne ville d'Orange n'a plus de dettes, l'État salue nos efforts en s'ingéniant à trouver de nouvelles façons de nous faire payer l'addition des siennes, ainsi que celles des autres collectivités.

Comme voulu par le Président de la République, nous venons de perdre le dynamisme des recettes de la taxe d'habitation. **Depuis trois ans, nous avons vu aussi la dotation forfaitaire de l'État baisser de 42%**, alors que, parallèlement, l'État nous confie constamment, et sans financement, les compétences qu'il n'assume plus, comme la sécurité, ou de nouvelles comme les activités périscolaires.

Dernière forfaiture en date, le fond de péréquation intercommunal, dont nous étions déjà largement plus contributeurs que bénéficiaires, n'est désormais plus qu'une lourde contribution puisque nous ne touchons plus aucun bénéfice de ce mécanisme. Son fonctionnement est simple : **prendre de l'argent aux communes et aux intercommunalités bien gérées comme les nôtres pour le donner à celles « moins favorisées » ... Ou moins bien gérées !**

Depuis cette année, la facture s'alourdit donc encore de 131 000 euros pris dans la poche des Orangeois, de 77 000 € prélevés sur les autres communes membres de la CCPRO et de 121 000 euros supplémentaires sur les habitants du Pays d'Orange par le biais de l'intercommunalité. **Soit au total, pour 2021, 329 000 euros qui nous sont confisqués.**

Voilà la réalité qui se cache derrière les largesses du candidat Macron. Les milliards promis à Marseille seront repris ailleurs. Et c'est encore une fois la France qui travaille et qui équilibre son budget qui se retrouve, in fine, à payer.

Jacques Bompard
Président de la CCPRO

